



## **Assemblée générale**

Distr.  
GÉNÉRALE

A/50/534  
10 octobre 1995  
FRANÇAIS  
ORIGINAL : ESPAGNOL

---

Cinquantième session  
Point 20 b) de l'ordre du jour

RENFORCEMENT DE LA COORDINATION DE L'AIDE HUMANITAIRE ET DES  
SECOURS EN CAS DE CATASTROPHE FOURNIS PAR L'ORGANISATION DES  
NATIONS UNIES, Y COMPRIS L'ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE :  
ASSISTANCE ÉCONOMIQUE SPÉCIALE À CERTAINS PAYS OU RÉGIONS

Assistance et coopération internationales en faveur de  
l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique  
centrale

Rapport du Secrétaire général

I. INTRODUCTION

1. Le présent rapport est soumis en application de la résolution 49/21 I de l'Assemblée générale, en date du 21 décembre 1994. Il rend compte des activités de coopération internationale qui ont été entreprises en faveur de l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale à partir du mois de janvier 1995, une fois achevé le Plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale, le 31 décembre 1994.

2. Dans sa résolution 49/21 I, l'Assemblée générale a souligné la nécessité de mettre au point un nouveau programme de coopération internationale pour l'Amérique centrale, qui soit conforme aux priorités énoncées dans la Déclaration d'engagements adoptée par le Comité de suivi de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale, ainsi qu'à la nouvelle stratégie sous-régionale de développement, l'Alliance pour le développement durable. L'Assemblée a appuyé l'action des gouvernements des États d'Amérique centrale qui cherchaient, conformément à leurs engagements, à atténuer la pauvreté extrême et à promouvoir le développement humain durable, et elle leur a demandé instamment de redoubler d'efforts pour mettre en oeuvre des politiques et programmes appropriés à cet effet. Elle a souligné qu'il importait que la communauté internationale appuie ces efforts et a prié les organismes des Nations Unies, et en particulier le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), de continuer de fournir l'appui nécessaire et de mobiliser des ressources pour la réalisation des objectifs de la nouvelle stratégie de développement de l'Amérique centrale.

3. Avec la résolution 49/21 I, la coopération internationale en Amérique centrale entre dans une nouvelle phase, après l'achèvement du Plan spécial de coopération économique pour l'Amérique centrale. Il convient de rappeler que le Plan spécial a été adopté par l'Assemblée générale pour mobiliser la coopération internationale en faveur du processus de paix, de démocratisation et de développement en Amérique centrale, à la suite d'une demande émanant des gouvernements d'Amérique centrale. L'exécution en a commencé au mois de septembre 1988, en application de la résolution 42/231 de l'Assemblée générale, du 12 mai 1988, pour une durée initiale de trois ans (1989-1991). Par sa résolution 45/231, du 21 décembre 1990, l'Assemblée générale l'a prolongé d'une nouvelle période de trois ans (1992-1994). Il est fait référence à certaines activités qui, bien qu'ayant été adaptées à la situation actuelle et aux nouvelles priorités établies pour la sous-région, ont été entreprises dans le cadre du Plan spécial et ont été poursuivies.

4. La présent rapport concerne l'isthme centraméricain – Belize, le Costa Rica, El Salvador, le Guatemala, le Honduras, le Nicaragua et le Panama – mais certaines régions du sud du Mexique, où ont lieu des activités en faveur de populations réfugiées, y sont aussi mentionnées.

## II. LE CADRE MACROÉCONOMIQUE

5. Selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), un certain nombre de facteurs divergents ont influé sur l'évolution de la situation économique en 1994, entravant à court terme les efforts de stabilisation. Un climat d'incertitude, dont le degré et la nature variaient selon les pays, a pesé sur les décisions des agents économiques et, partant, sur l'activité économique. Au Nicaragua, les tensions dues aux désaccords politiques internes ont continué de se faire sentir; au Guatemala, les difficultés ont provoqué un conflit entre les pouvoirs, et le Gouvernement a eu du mal à imposer la réforme fiscale qui serait nécessaire pour assainir les finances de l'État. Il y a lieu en outre de tenir compte du phénomène de transitions dû au changement de régime dans plusieurs pays. Les nouvelles autorités ont bien continué à mettre l'accent sur la stabilisation macrofinancière, la libéralisation économique et les processus de modernisation institutionnelle, mais les mesures prises à cet effet n'ont pas tardé à se heurter à de graves difficultés.

6. Les finances publiques de la région se sont sensiblement détériorées : le Costa Rica a connu une grave crise financière, alors que le Honduras et le Nicaragua s'efforçaient de maîtriser de forts déséquilibres budgétaires. La situation d'El Salvador et du Guatemala a été plus favorable, leurs déficits financiers respectifs ayant été relativement modérés, bien que le Guatemala ait connu des difficultés dans ce domaine. Au Panama, le déficit budgétaire a légèrement augmenté, tout en ne représentant que 0,8 % du produit intérieur brut. La situation financière s'est améliorée au Belize, où le déficit, qui représentait 6 % du produit national en 1993 est passé à un peu plus de 2 % en 1994 par suite de la réduction des dépenses d'équipement. L'inflation a repris au Costa Rica et au Honduras, en partie par suite de forts déséquilibres budgétaires et monétaires, et de réalignement de leurs taux de change. El Salvador et le Nicaragua sont au contraire parvenus à ce que l'augmentation des prix soit inférieure à celle de 1993. Au Panama, le taux d'inflation est

demeuré faible (1,3 % pour les prix à la consommation et 2,1 % pour les prix de gros), alors qu'au Belize, il a augmenté, tout en restant relativement faible. À ce tableau, il faut ajouter la grave sécheresse qui a sévi dans plusieurs pays de la région et qui a entraîné une diminution de la production agricole, aggravé la crise de l'énergie déjà chronique et créé des tensions inflationnistes à cause de la rareté des produits alimentaires de base.

7. L'amélioration des termes de l'échange à partir du second semestre, due essentiellement à l'augmentation du cours international du café et, dans une moindre mesure, du sucre, a eu un effet positif. Bien que le faible niveau de la production et la pratique de la vente anticipée aient empêché les pays producteurs de profiter pleinement du relèvement des cours, les recettes supplémentaires tirées des exportations ont constitué un apport important de capitaux, qui ont contribué à tempérer les difficultés économiques et à redonner un certain optimisme au secteur économique. L'amélioration des recettes d'exportation a entraîné une légère réduction du déficit de la balance des transactions courantes des cinq pays d'Amérique centrale, qui s'est accompagnée d'une légère augmentation des réserves internationales, bien que le drainage de capitaux extérieurs ait été inférieur à celui de 1993. Au Panama, la balance commerciale a accusé un léger déficit mais la situation de la balance des paiements a été relativement bonne en raison du développement du Centre bancaire international ainsi que du système bancaire national. Au Belize, la balance des paiements a bénéficié des bons résultats des exportations agricoles et l'érosion des réserves a été moindre qu'en 1993.

8. En 1994, les pays d'Amérique centrale ont resserré leur coopération et ont négocié des accords commerciaux avec des pays tiers. Tous les pays n'ont toutefois pas progressé à la même vitesse. Le 1er janvier 1995, l'accord de libre-échange conclu entre le Costa Rica et le Mexique est entré en vigueur. Parallèlement, d'autres pays ont engagé des négociations avec le Mexique en vue d'accords similaires. Il a été possible d'organiser des négociations commerciales avec le Venezuela et la Colombie ainsi qu'avec diverses instances régionales et extrarégionales.

9. Concernant le secteur de la production, la baisse de 1,4 % enregistrée au Honduras et le ralentissement observé au Costa Rica (4,5 % en 1994 contre 6,1 % en 1993) ont conduit à un ralentissement de la croissance en Amérique centrale, même si la situation économique au Salvador comme au Guatemala est restée relativement stable et si on a enregistré un progrès sensible (3,2 %) au Nicaragua. Le PIB de l'Amérique centrale a enregistré une augmentation de 3,6 %, contre 5,5 % et 4,9 % les deux années précédentes. Dans tous les cas, on a noté une augmentation modeste du PIB par habitant. À Panama, l'activité économique a progressé pour la cinquième année consécutive (4,7 %) et le PIB par habitant est supérieur à celui d'avant la crise de 1988. Au Belize, en revanche, le taux de croissance économique a diminué pour la deuxième année consécutive en raison des mesures fiscales.

10. L'évolution de l'économie est le résultat de plusieurs facteurs. Tout d'abord, la formation brute de capital fixe s'est ralentie alors que les années précédentes elle s'était fortement accélérée. À l'exception d'El Salvador, où le taux est resté élevé (12,1 % contre 14,7 % en 1993), tous les pays ont enregistré une forte diminution du taux de croissance de l'investissement. Au

/...

Costa Rica, en raison des turbulences monétaires et financières et de la pénurie de capitaux extérieurs, le taux de croissance de l'investissement a chuté de 19,6 % à 3,4 %. Au Honduras, le coup d'arrêt donné aux dépenses publiques a entraîné une stagnation de l'investissement (0,3 % contre 18,2 % en 1993). Au Guatemala, l'investissement privé a diminué de 4,6 % alors qu'il avait augmenté de 8,6 % en 1993. Au Nicaragua, la relance de l'investissement public n'a pas été suffisante pour empêcher une diminution brutale de la formation de capital total pour la deuxième année consécutive. Au Panama, le taux d'investissement brut a augmenté de 7,3 points, mais reste cependant inférieur aux taux enregistrés au début des années 90. Au Belize, la politique d'ajustement s'est accompagnée d'une diminution de l'investissement public.

11. Le secteur agricole a subi les conséquences de la sécheresse qui a dévasté la région et décimé les récoltes de produits de base (maïs, haricots, riz et sorgho), obligeant les autorités à prendre des mesures pour aider les producteurs et favoriser les importations pour garantir l'approvisionnement. La production agricole d'El Salvador et du Honduras a connu une diminution, tandis que le Nicaragua a réussi à récupérer la récolte tardive. Au Panama, les récoltes de bananes et de café ont été plus importantes qu'en 1993, et au Belize, l'année 1994 a été une bonne année pour l'activité agricole (sucre, agrumes et bananes).

12. La sécheresse a encore aggravé la situation énergétique de la région. Le manque d'eau a entraîné une diminution de la production d'énergie électrique, si bien que le Honduras, le Nicaragua et, à la fin de l'année, le Guatemala, ont été obligés de rationner sévèrement l'eau. Les compagnies d'électricité ont alors mis l'accent sur les sources thermiques, ce qui a eu pour effet d'augmenter les coûts de production. La crise a eu des conséquences particulièrement lourdes sur les activités économiques du Honduras et, dans une moindre mesure, du Nicaragua. Le rythme de croissance de l'activité industrielle s'est légèrement ralenti dans la région, ralentissant au Costa Rica et chutant au Honduras. De même, au Panama, le climat d'incertitude provoqué par l'annonce d'une possible modification des politiques fiscales et douanières a entraîné une contraction de l'activité industrielle. En revanche, en 1994, Belize a vu se développer son industrie, en relation étroite avec le développement de l'activité agricole. Bien que le tourisme n'ait connu qu'un développement modéré dans ce dernier pays, les recettes brutes tirées de ce secteur ont augmenté de 3 % et ont dépassé celles du commerce.

### III. ACTIVITÉS DE COOPÉRATION

13. En 1994, avec l'accord des pays d'Amérique centrale, le PNUD a consacré le solde non utilisé du Plan spécial à l'élaboration d'un programme actualisé pour l'Amérique centrale. Ce programme se fonde sur les priorités et les engagements définis par les présidents des pays d'Amérique centrale lors de leurs dernières réunions au sommet, en particulier lors de la Conférence internationale sur la paix et le développement en Amérique centrale, qui s'est tenue à Tegucigalpa les 24 et 25 octobre 1994. Il reflète également les engagements pris par les participants à la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale (CIREFCA), en ce qui concerne l'assistance aux populations déracinées et l'élimination de la pauvreté. Pour élaborer le programme, des contacts ont été pris avec les pouvoirs publics, les gouvernements, des institutions de

/...

coopération, des organismes régionaux, des organisations de la société civile et différents organismes du système des Nations Unies, afin de recenser les priorités et de commencer à mobiliser des ressources pour l'exécution du programme.

14. Le programme a pour objet de favoriser le renforcement de la paix en Amérique centrale, en prêtant un appui à l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale. Il comporte trois grands domaines d'action :

- a) Paix et conduite des affaires publiques;
- b) Développement économique et social;
- c) Développement durable de l'environnement.

#### IV. PAIX ET CONDUITE DES AFFAIRES PUBLIQUES

##### A. Appui à la concertation et renforcement des institutions démocratiques

15. Le sous-programme traite des problèmes directement liés au renforcement de la paix dans les pays démocratiques et vise à faciliter l'application des accords de paix et la réconciliation nationale.

16. Par l'intermédiaire de ses programmes nationaux, le PNUD appuie des activités qui visent notamment à aider les instances de concertation et les organisations de la société civile à promouvoir les droits de l'homme et à renforcer les systèmes judiciaires et électoraux dans divers pays de la sous-région.

17. En ce qui concerne l'appui aux instances de concertation au Nicaragua, le PNUD fait fonction de secrétariat technique du Groupe d'appui, qui est composé des représentants du Canada, de l'Espagne, du Mexique, des Pays-Bas et de la Suède. Le Groupe d'appui a eu des entretiens approfondis avec les parties intéressées (entrepreneurs, responsables syndicaux, autorités religieuses, universitaires, organisations non gouvernementales, autorités locales, médias, personnalités politiques et gouvernement) afin de favoriser l'instauration d'un dialogue et d'un consensus entre les pouvoirs publics et la société civile, qui permettront de garantir une conduite démocratique des affaires publiques et de soutenir l'élaboration d'une stratégie nationale de développement.

18. Au Guatemala, le PNUD participe au forum des représentants des pays amis du processus de paix et encourage le dialogue avec les milieux d'affaires et avec les membres de l'Assemblée de la société civile. Au Honduras, il coopère avec le forum de la Convergence nationale. Au Costa Rica, le PNUD a appuyé l'organisation, en 1994, du Forum des jeunes visant à faire participer activement les jeunes aux activités nationales, et a facilité le dialogue entre les chambres de commerce et les syndicats du pays. Il a en outre aidé la chambre des exportateurs à organiser le Forum Costa Rica 2020 – dont le but était de donner une image objective du pays – auquel ont participé des personnalités nationales reconnues.

19. Dans le cadre du sous-programme, un nouveau projet a été conçu pour contribuer au renforcement des organisations de la société civile aux niveaux régional et national, en les faisant participer de manière constructive au dialogue et à la concertation dans le domaine social. Un appui sera également fourni aux instances et organisations de coordination et de concertation régionales.

20. En ce qui concerne la restructuration et le renforcement des institutions démocratiques, un appui est prêté dans les domaines relevant des programmes nationaux du PNUD et des autres organismes des Nations Unies. Une coopération technique est actuellement fournie pour renforcer les institutions qui s'occupent des droits de l'homme (bureaux chargés des droits de l'homme en El Salvador, au Honduras et au Guatemala), la police civile en El Salvador, et les institutions guatémaltèques conformément à l'Accord général relatif aux droits de l'homme au Guatemala, où une Unité conjointe MINUGUA/PNUD a été créée à cet effet. Au Guatemala, une aide a été prêtée à la Commission nationale pour le raffermissement de la paix (COPAZ) et une assistance est maintenant fournie au nouveau Secrétariat de la paix, du développement et de la réconciliation nationale (SECPAZ). Au Nicaragua, le PNUD participe au Programme de réforme et de modernisation du secteur public, en collaboration avec la Banque mondiale, la Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID). Un projet consacré à la simplification des démarches en matière de propriété, d'un montant estimé à 3,6 millions de dollars, a été lancé pour supprimer un des principaux obstacles au développement national. Au Costa Rica, le Congrès national de la justice, qui s'est tenu en 1994, a abouti à la mise en place d'un Plan de modernisation financé par le Ministère de la justice et la BID.

21. Le programme régional accorde également une grande importance à la réinsertion sociale des anciens combattants des guerres et conflits qui ont eu lieu dans la sous-région, démobilisés et invalides, dont la protection est expressément prévue dans les accords de paix. Le PNUD offre un appui pour l'application de ces accords, notamment en El Salvador, au Nicaragua et au Guatemala, et les projets y relatifs ont été soumis à la communauté internationale qui les a appuyés, tant dans le cadre des groupes consultatifs coordonnés par la Banque mondiale que dans d'autres institutions financières. Cette question est traitée plus en détail dans le chapitre suivant consacré aux populations déracinées.

22. Au Guatemala, on a mis en place un programme consacré à l'identité et aux droits des populations autochtones, dont l'objectif est de jeter les bases de l'analyse institutionnelle nécessaire à la réalisation ultérieure de réformes plus profondes ayant des effets durables. Ce programme se fonde sur les engagements contenus dans l'Accord relatif à l'identité et aux droits des populations autochtones (A/49/882-S/1995/256, annexe) et met l'accent sur les aspects culturels et sur les réformes juridiques ayant trait aux droits des populations autochtones.

## B. Développement humain durable au niveau local

23. Ce sous-programme a été formulé comme suite à la Déclaration d'engagements en faveur des populations affectées par le déracinement, les conflits et l'extrême pauvreté, dans le cadre de la consolidation de la paix en Amérique centrale, adoptée par la troisième et dernière réunion internationale du Comité de suivi de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale, qui s'est tenue à Mexico en juin 1994, et aux mécanismes de suivi créés à Guatemala en novembre 1994. Il convient de rappeler qu'à la réunion internationale de Mexico, les pays d'Amérique centrale ont déclaré que pour consolider la paix dans le nouveau cadre de la sous-région et donner un caractère durable aux mesures prises en faveur des populations déracinées, il ne fallait plus accorder comme jusqu'alors, la priorité aux programmes d'aide d'urgence, mais mettre en place des stratégies de développement humain durable dans les régions en faveur des populations jugées prioritaires par les pays. C'est pourquoi les pays se sont engagés à exécuter des politiques de développement humain durable et à concentrer leurs efforts dans les régions prioritaires où les problèmes de déracinement sont aggravés par un taux élevé de pauvreté extrême, d'exclusion sociale, de situations de conflit ou de détérioration grave de l'environnement.

24. Dans chaque pays a été adopté un mécanisme – le Groupe national de concertation et d'appui – qui est à la fois une instance ouverte à la participation de tous les intéressés et l'organe de suivi de toutes les mesures et initiatives prises en application des divers engagements et accords. Une équipe technique multi-institutionnelle doit être constituée dans chaque pays et un secrétaire chargé de la coordination désigné parmi les membres du Groupe de concertation et d'appui. Le PNUD a convoqué chacune des réunions d'organisation, qui, au moment où était établi le présent rapport, ont créé officiellement les Groupes de concertation et d'appui du Belize, du Costa Rica, d'El Salvador et du Nicaragua avec la participation des diverses parties intéressées (gouvernement central, population bénéficiaire, organisations non gouvernementales nationales et internationales, pays collaborateurs et organismes des Nations Unies). Au Belize, le mécanisme fonctionne dans le domaine se rapportant au programme de développement humain durable au niveau local. Au Guatemala, les projets n'ont pas encore pris forme en raison de la difficulté de coordonner cette initiative avec les travaux de la Commission technique chargée de l'exécution de l'accord de paix signé en vue de la réinstallation des populations déracinées.

25. C'est surtout le Programme de développement en faveur des personnes déplacées, des réfugiés et des rapatriés d'Amérique centrale (PRODERE) qui offre au PNUD et aux organismes des Nations Unies l'occasion de prendre les mesures voulues pour donner suite aux engagements pris dans la Déclaration de Mexico. Ce programme du PNUD est l'un des principaux résultats de la Conférence internationale sur les réfugiés d'Amérique centrale et l'opération la plus vaste jamais entreprise en Amérique centrale dans ce domaine. Il comprend six projets nationaux et deux projets régionaux bénéficiant d'un budget total de 148 millions de dollars (dont 115 millions provenant du Gouvernement italien), et il est géré depuis 1990 par le Bureau de l'ONU pour les services d'appui aux projets (UNOPS) avec la participation du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), de l'Organisation internationale du Travail (OIT), de

/...

l'Organisation mondiale de la santé/Organisation panaméricaine de la santé (OMS/OPS) avec l'appui du Programme alimentaire mondial (PAM), du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), du programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) et du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

26. Si le modèle de développement humain au niveau local mis en pratique par le PRODERE a réussi à promouvoir la paix et la réconciliation, c'est parce qu'il combine des éléments relatifs à la protection des droits de l'homme, à un meilleur accès à l'éducation et à la santé, ainsi qu'à la production, au crédit et à l'emploi. Il se fonde sur le principe de la participation, ce qui renforce les organisations locales à divers niveaux. Le programme a touché directement un demi-million de personnes et indirectement près de 600 000 autres dans les cinq pays d'Amérique centrale et au Belize et a été appliqué avec la participation de 93 municipalités et de plus de 800 comités locaux de développement qu'il a aidé à créer dans 14 régions. Les effets du PRODERE sont particulièrement visibles dans des domaines comme les droits de l'homme, l'enseignement (construction ou réfection de plus de 350 écoles, formation de 6 400 enseignants et alphabétisation de plus de 50 000 personnes), la santé (construction ou réfection de plus d'une centaine d'établissements sanitaires), la formation professionnelle, le crédit et les projets productifs (micro-entreprises et développement agricole), l'infrastructure (approvisionnement en eau ou assainissement, ou les deux, pour plus de 265 000 bénéficiaires et construction ou réfection de plus de 1 300 kilomètres de routes).

27. Le PRODERE a pris fin le 31 juillet 1995. Il sert actuellement de modèle pour la formulation d'un programme plus vaste de développement humain durable au niveau local. C'est lors d'une manifestation spéciale à l'occasion du Sommet mondial pour le développement social, tenu à Copenhague du 6 au 12 mars 1995, que les pays d'Amérique centrale ont présenté cette initiative dans le cadre de l'Alliance pour le développement durable. À la demande de ces pays, le PNUD, avec la collaboration des organismes du système des Nations Unies, prend actuellement les dispositions voulues pour lancer une nouvelle initiative de ce type, qui concernera essentiellement les territoires déclarés prioritaires. Le programme se composera de sous-programmes nationaux, qui sont actuellement élaborés en tenant compte des particularités de chaque pays. Sur chacun des territoires ainsi retenus, on utilisera les méthodes déjà éprouvées pour appuyer les processus de décentralisation et de modernisation de l'État, renforcer les instances locales par l'intermédiaire de conseils de développement communautaires, municipaux et départementaux, s'assurer la participation des organisations de la société civile et créer des systèmes de production, des emplois et des services locaux. Les opérations seront coordonnées; elles seront, espère-t-on, financées par plusieurs donateurs bilatéraux, banques et fonds de développement, en complément du financement apporté par les pays eux-mêmes, et seront exécutées selon les modalités que fixera chaque organisation. Dans le cas du Guatemala, des propositions tenant compte de l'Accord en vue de la réinstallation des populations déracinées du fait des affrontements armés ont été formulées; elles sont actuellement examinées par la BID et l'on espère obtenir également la participation de la Banque centrale centraméricaine d'intégration économique (BCIE).



## V. DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

### A. Développement agricole

28. Le projet d'assistance technique pour le développement agricole (RUTA III) a été commencé en avril 1994. Il est exécuté par la Banque mondiale avec des financements du PNUD, du Gouvernement japonais, du Fonds international de développement agricole (FIDA), de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA) et du Gouvernement norvégien, auxquels viennent s'ajouter les contributions en espèces des pays. La participation prochaine de la BID (qui a pris part à la phase antérieure RUTA II jusqu'en 1994) portera l'enveloppe totale à plus de 5,1 millions de dollars. Ce projet a pour objet d'aider les pays d'Amérique centrale à élaborer et exécuter leurs politiques et programmes de modernisation de l'agriculture et de réforme des institutions et du secteur rural pour consolider le processus de développement durable dans la sous-région. Il les aide : a) à formuler des politiques, des programmes et des projets d'investissement et d'assistance technique en lançant des opérations de prêts; b) à renforcer les capacités des institutions publiques et privées au moyen de la formation; c) à formuler et appliquer des stratégies pour lutter contre la pauvreté dans les campagnes; d) à appliquer des politiques relatives à la condition féminine et au développement tenant compte de la spécificité des femmes; e) à promouvoir une agriculture à caractère durable grâce à une bonne gestion des ressources naturelles; et f) à adopter des politiques inspirées du processus de libéralisation des échanges.

### B. Investissements sociaux

29. L'exécution du projet d'assistance technique destiné à atténuer la pauvreté en Amérique centrale (RUTA social), commencée en juillet 1993, a été poursuivie. Exécuté par la Banque mondiale avec la participation de l'OMS/OPS et financé par le PNUD, le Gouvernement japonais et la BID, ce projet est géré par une unité régionale reliée à des unités techniques nationales. Il vise à aider les pays à élaborer des politiques et des programmes dans le domaine social et à développer les capacités nationales de conception et d'évaluation de programmes et de projets, en accordant la priorité aux domaines suivants : éducation de base, santé, nutrition et augmentation des investissements de caractère social. Grâce à lui, des prêts d'un montant de 310 millions de dollars ont déjà été obtenus de la Banque mondiale et de la BID, qui étudient l'octroi d'autres prêts d'un montant de 474 millions de dollars, et le choix des projets à financer ainsi que la préparation des dossiers ont été grandement facilités. Les projets, qui ont été conçus à l'intention des couches de la population les plus défavorisées, devraient permettre de répartir plus équitablement les dépenses publiques, d'améliorer la qualité des services, d'augmenter le nombre des bénéficiaires et de renforcer les capacités des institutions chargées du secteur social.

30. Dans le domaine de la santé, l'exécution de la deuxième phase du projet du PNUD exécuté par l'OMS/OPS intitulé "Gestion des services de santé" sera achevée en août. Grâce à ce projet, des progrès ont été réalisés dans quatre domaines : mobilisation de ressources externes et internes, appui à la réforme des services de santé aux niveaux local et national, échanges et assistance mutuelle entre pays dans le domaine de la gestion des services de santé, et réalisations

techniques, dont la mise en place dans tous les pays d'un système informatisé de gestion des services de santé.

31. Le PNUD a également contribué à financer l'exploitation du réseau régional de distribution d'eau et d'assainissement, dans le cadre d'un projet exécuté par la Banque mondiale avec la participation de l'UNICEF, de l'OMS/OPS, de la Coopération suisse pour le développement (COSUDE), de l'USAID, de l'Agence allemande de coopération technique et de l'Agence canadienne de développement international (ACDI). Ce projet a servi à faciliter l'élaboration de politiques et de programmes visant à améliorer la qualité des services de distribution d'eau et d'assainissement dans la sous-région. La deuxième phase du projet (1995-1996), pour laquelle l'UNICEF joue le rôle de chef de file, a bénéficié de la participation de la BID ainsi que de ressources financières supplémentaires fournies par les Gouvernements suédois et suisse, le PNUD et la Banque mondiale. Elle vise à favoriser l'échange d'informations, à appuyer la création de centres de distribution d'eau et d'assainissement au Honduras et au Nicaragua et à appuyer les réformes engagées dans ce domaine dans les zones rurales au Honduras, avec l'aide de la Banque mondiale, de la BID, de l'OMS/OPS et de l'USAID.

#### VI. GESTION ÉCOLOGIQUEMENT VIABLE DE L'ENVIRONNEMENT

32. Dans le domaine de l'environnement et de la gestion écologiquement viable des ressources naturelles, le PNUD appuie, à l'échelon régional, les activités de la Commission centraméricaine de l'environnement et du développement (CCAD). En 1994, les projets du PNUD exécutés dans le cadre du Plan spécial de coopération pour l'Amérique centrale (renforcement de la CCAD en coopération avec la BID et mise en valeur des forêts) ont aidé les pays et la CCAD à mener les activités préparatoires prévues par l'Alliance pour le développement durable. Conformément aux décisions de l'Alliance, les activités prioritaires sont poursuivies et de nouvelles initiatives sont lancées.

33. En février 1995, au Panama, la CCAD a organisé une réunion à laquelle ont participé les représentants d'organisations gouvernementales nationales, d'organisations non gouvernementales, d'organisations représentant la société civile, d'organismes de coopération et des parlementaires. Elle avait pour objet d'examiner les questions de fond relatives à l'Alliance ainsi que les modalités d'exécution et les mécanismes de coordination propres à permettre de tenir les engagements pris, notamment en ce qui concerne la diversité biologique et le droit de l'environnement, et de mettre en place des mécanismes de participation aux échelons régional, national et local. Divers donateurs – l'USAID, l'Agence finlandaise de développement international (FINNIDA), l'Agence danoise de développement international (DANIDA), l'Agence allemande de coopération technique, la France, l'Agence canadienne de développement international et l'Union européenne –, des organismes de coopération s'occupant de questions relatives à l'environnement (notamment l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources, le Fonds mondial pour la nature, l'Institut des ressources mondiales et l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture), des organismes du système des Nations Unies (notamment le PNUD et la FAO) et des organisations représentant la société civile, dont les contributions devront être coordonnées, participeront au financement des activités envisagées.

34. En ce qui concerne la mise en valeur des forêts, un appui est apporté aux travaux du Conseil centraméricain des forêts, créé en application de l'Accord régional pour la gestion et la conservation des écosystèmes naturels forestiers et le développement des exploitations forestières, conclu par les ministres des affaires étrangères en octobre 1993. L'idée est d'appuyer les réalisations suivantes : élaboration de politiques et de stratégies forestières, plans de gestion pour une exploitation intégrale des ressources forestières, propositions de critères techniques régissant l'octroi d'un label aux produits du bois provenant de forêts exploitées de façon écologiquement viable, plan de prévention et de lutte contre les incendies de forêts, études de cas de concession de terrains forestiers, atténuation de l'effet de serre grâce à la diminution de la production de gaz carbonique et à son absorption et mise au point d'une loi-cadre forestière pour les pays d'Amérique centrale.

35. Pour ce qui est de la conservation de la diversité biologique et des zones forestières, un appui est apporté aux travaux du Conseil centraméricain des zones protégées, créé en application de l'Accord conclu par les présidents d'Amérique centrale en juin 1992. Il s'agit de faciliter la création du couloir biologique centraméricain en renforçant les systèmes nationaux des zones protégées. On espère que le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) financera un projet préparatoire, qui serait suivi d'un autre plus détaillé. Par ailleurs, tous les pays ont créé des centres nationaux de diversité biologique et des jardins botaniques, en vue de promouvoir la recherche sur l'exploitation et la conservation de la diversité biologique, et ont élaboré un plan d'aménagement du territoire.

36. Outre ces activités, le PNUD appuie les initiatives nationales financées par le FEM. Au Belize, un plan d'aménagement du littoral visant à protéger les récifs de corail, d'un coût de 3 millions de dollars, est en cours d'exécution. Au Costa Rica, l'exécution du projet en vue de la gestion écologiquement viable de la péninsule d'Ossa (coût : 8 millions de dollars), dans le cadre du système national des zones protégées, se poursuit. Au Guatemala, le projet intitulé "Protection intégrale de la diversité biologique dans la région Sarstung-Motagua" (coût : 4,1 millions de dollars) a été approuvé.

37. Au Costa Rica, conformément aux engagements pris à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, dans le cadre d'Action 21, le PNUD a lancé avec le Conseil de la Terre un projet auquel participent les autorités nationales, des organismes du système des Nations Unies et diverses parties intéressées. Un comité national créé et supervisé par le Ministère de la planification et des politiques économiques assure la promotion et le suivi des activités.

## VII. ASPECTS INSTITUTIONNELS ET CAPACITÉ DE GESTION

38. À ce stade de l'évolution de la situation en Amérique centrale, on a cherché à conserver à la gestion une structure légère, en tirant parti des organismes existants et en favorisant la mise en place de réseaux facilitant au maximum la circulation de l'information et assurant la transparence. Ainsi, à l'échelon régional, on cherche à faciliter l'échange de données d'expérience et d'éléments d'information entre les organisations nationales, tant gouvernementales que non gouvernementales. Chaque projet régional est exécuté

/...

en liaison avec les organismes nationaux de contrepartie et les organismes régionaux compétents. Par ailleurs, on cherche à encourager au maximum la collaboration entre organismes des Nations Unies à l'aide des mécanismes de coordination proposés dans les notes de stratégie de pays et l'interaction des organisations à l'échelon sous-régional.

39. La stratégie définie dans le programme régional met l'accent sur le renforcement de la capacité des institutions nationales et régionales. De manière générale, les projets comprennent des activités ou des éléments qui visent à renforcer les organismes publics servant d'organismes nationaux de contrepartie, à savoir : a) à créer ou à renforcer les capacités de prise de décisions par consensus; b) à créer ou à renforcer les capacités de gestion des processus de développement, notamment en ce qui concerne l'élaboration et l'application des politiques; c) à améliorer les résultats et à créer la capacité d'entreprendre de nouvelles activités; et d) à améliorer l'efficacité des systèmes de gestion et d'information en général.

-----